

une invincible réalité vivante : l'intérêt des masses bourgeoises parvenues au pouvoir, qui venaient d'exproprier la cour, la noblesse, le clergé. La bourgeoisie devenait le ciment des nations qu'elle allait constituer en États, puis en États de proie... Maintenant, des bourgeois russes ont vendu à la France la flotte de la Mer Noire, au Japon, les arsenaux de Vladivostok ; des ploutocrates allemands, après avoir pillé sans mesure leur pays, travaillent à son démembrement. Une époque de l'histoire est finie.



Pour l'observateur des choses d'Allemagne, le fait est patent. Il n'y a plus, en Allemagne, ni linge, ni chaussures, ni pain assuré pour les grandes masses de la population ; la consommation de la viande a baissé des trois-quarts par rapport à celle d'avant-guerre, la mortalité s'est accrue, la natalité a diminué, la majorité des enfants du peuple est tuberculeuse, les classes moyennes crèvent de faim. — La production décline rapidement ou s'interrompt. Les produits sont de beaucoup inférieurs à ceux de l'étranger et plus chers. 160.000 sans-travail à Berlin, davantage en Saxe, un peu moins à Hambourg, émeutes de la faim partout. — Les revenus de l'État sont nuls : ils ne doivent pas dépasser le centième de ses dépenses réelles. L'inflation monétaire qui mécanise la spoliation et l'affamement des masses de la population, atteint des proportions telles que le milliard de marks est devenu l'unité courante : il en faut plusieurs pour acheter une livre de margarine.

On aurait tort d'imputer ces résultats à M. Poincaré, dont la politique n'a fait que les précipiter. Ce sont les fruits, en somme normaux, de cinq à six années de pouvoir bourgeois dans un pays militairement vaincu.

Dès 1918, l'évasion des capitaux allemands a commencé. Combien de milliards or sont sortis du pays sous toutes les formes imaginables — mentionnons celle de la vente pure et simple, à des étrangers, d'établissements industriels, de biens ou d'actions — pour ne pas payer la dîme des réparations et ne pas courir le risque des prochaines batailles sociales ? Mon ami Hoellein m'assurait, il y a longtemps, que 6 à 8 milliards de marks-or se sont ainsi expatriés...

Dès 1921, toute la bourgeoisie industrielle, commerçante et financière d'Allemagne, a érigé en système la spéculation à la baisse du mark. La dépréciation constante du papier de la Reichsbank permettait d'« insensibles » diminutions de salaires, rendant la concurrence allemande imbattable sur presque tous les marchés du monde. A la longue, il devait infailliblement en découler une diminution des forces vives du travail, par sous-alimentation et surmenage de la main-d'œuvre, fatigue de l'outillage, arrêt du perfectionnement technique. Mais quoi ! ne faisait-on pas des affaires d'or ? Les bénéfices de l'Allemagne convertis en dollars, livres sterlings, yens et pesetas, étaient placés avec avantage et sécurité en Amérique du Sud — ou ailleurs...

La résistance passive dans la Ruhr a été une autre source de bénéfices scandaleux. La presse allemande la plus bourgeoise (*Gazette de Cologne, Berliner Tageblatt, Germania*) n'a pas pu taire l'énormité du scandale. La

moitié de la dernière réserve d'or du Reich, un demi-milliard de marks, est censée avoir servi à financer la résistance passive ; en réalité, les industriels de la Ruhr ont pu dans certains cas, grâce à ce pactole inespéré, remettre à neuf leur outillage, acheter des stocks de devises (contribuant à la baisse du mark), augmenter de beaucoup leur puissance politique. L'État sort ruiné de la guerre de la Ruhr. Les ploutocrates de la *schwerindustrie* en sortent enrichis, arrogants, tout-puissants.

Les tentatives de stabilisation du mark de MM. Cuno et Hilferding n'ont été profitables qu'à eux. La Reichsbank lançait des devises sur le marché pour combler la différence entre l'offre et la demande : ils achetaient tout. On a vu à la Bourse de Berlin des financiers malins profitant à 4 h. 15 de la baisse — fictive — du dollar provoquée par l'intervention de la Reichsbank, acheter à bas prix des devises que deux heures plus tard, ils revendaient au prix fort...

Ainsi, depuis plusieurs années, tout affaiblissement de l'État, toute augmentation de la misère nationale ont eu pour contre-partie nécessaire un enrichissement et un accroissement de puissance de l'oligarchie financière industrielle.

Maintenant, le drame touche à son dénouement. Le programme de reconstruction de la classe de ravageurs qui a mis le pays dans cette situation, est connu sous le nom de programme Stinnes. Dans les dernières luttes politiques — chute du premier cabinet Stresemann, mise en échec par les industriels du gouvernement parlementaire, campagne de Stinnes, pour la dictature, état de siège, — il ne s'est agi que de son application. On peut le résumer en ces 4 points :

1° Expropriation de l'État (cession de toutes les régions à l'industrie privée, abdication par l'État de tout droit de contrôle sur l'industrie).

2° Politique fiscale exclusivement dirigée contre les masses laborieuses.

3° Journée de travail de 10 heures.

4° Dictature.

Ce programme tend à suppléer à l'organisation rationnelle du travail par une exploitation intensive. Sans dictature, il est évidemment inapplicable.

Ce chapitre d'histoire de l'Allemagne contemporaine peut s'intituler : *Les Riches contre la Nation*. Et tout le problème actuel se pose à peu près en ces termes :

La classe de forbans responsables de l'immense misère du peuple allemand — et de la ruine de la culture allemande — réussira-t-elle à imposer par la force, au besoin avec le concours des baïonnettes françaises ou sénégalaises, au prolétariat, sa loi d'exploitation à outrance ?

Ce problème ne sera vraisemblablement résolu que par la guerre civile qui paraît, en ce moment, imminente. La dialectique des événements y imposera au prolétariat, condition essentielle de la défense de ses intérêts vitaux, la prise du pouvoir ; et, combattant pour le pouvoir de sa classe, le prolétaire allemand y apparaîtra par la force des choses comme le dernier défenseur d'une grande nation de producteurs, d'une merveilleuse culture, à peu près tuée et du socialisme européen.

R. ALBERT.

